



**PRÉFET
DE LA RÉGION
BOURGOGNE-
FRANCHE-COMTÉ**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

PLAN DE RELANCE : VOLET ECONOMIE

PRÉSENTATION OS – OP / BILALE AHMIMACHE

1A

Un plan de relance autour de trois axes

Indépendance - Compétitivité

INDEPENDANCE - COMPETITIVITE

35 Md€

Plan d'investissements
d'avenir

Soutien à
l'investissement
industriel

**Renforcement des fonds
propres**

Fiscalité des entreprises

1B

Soutien à l'investissement industriel

800 M€ pour le soutien à l'industrie et aux entreprises à déployer

200 M€ pour la décarbonation de l'industrie

150 M€ pour des projets identifiés dans les territoires, dont les Territoires d'industrie

100 M€ pour des AMI liés à la souveraineté et relocalisation

40 M€ pour un soutien à l'Industrie du futur

100 M€ pour le fonds de modernisation de la filière aéronautique

200 M€ pour le fonds de modernisation de la filière automobile

Stratégies d'accélération : H2, edtech, cyber, cloud, quantique, IA, santé digitale

1B

Premières mesures de relance pour l'industrie

Automobile



200M€
(en 2020)

- ✓ Plateforme de dépôt des projets :
<https://www.bpifrance.fr/A-la-une/Appels-a-projets-concours/Plan-de-relance-soutien-aux-investissements-de-modernisation-de-la-filiere-automobile-50451>
- ✓ **Instruction** de l'éligibilité des dépenses par BPI France ; avis en opportunité par le SEER
- ✓ **Articulation avec les conseils régionaux.** Les aides sont cumulables sur un même projet dans le respect des plafonds d'aides communautaires.

1B

Premières mesures de relance pour l'industrie

Aéronautique



100M€
(en 2020)

- ✓ Dépendants au moins à 20% de l'aéronautique
- ✓ Plateforme de dépôt des projets :

<https://www.bpifrance.fr/A-la-une/Appels-a-projets-concours/Plan-de-relance-soutien-aux-investissements-de-modernisation-de-la-filiere-aeronautique-50449>

- ✓ **Instruction** de l'éligibilité des dépenses par BPI France ; avis en opportunité par le SEER

1B

Premières mesures de relance pour l'industrie

Relocalisation (santé, agroalimentaire, chimie...)



100M€
(en 2020)

- ✓ Secteurs ciblés : Santé, Agro-alimentaire, Electronique, Intrants de l'industrie (chimie, métaux, matériaux...).
- ✓ Plateforme de dépôt des projets :
<https://www.bpifrance.fr/A-la-une/Appels-a-projets-concours/Plan-de-relance-soutien-a-l-investissement-dans-des-secteurs-strategiques-pour-la-resilience-de-notre-economie-50450>
- ✓ **Instruction** de l'éligibilité des dépenses par BPI France ; avis en opportunité par le SEER

1B

Premières mesures de relance pour l'industrie

Projets territoriaux



150M€
(en 2020)

- ✓ Projets industriels matures, prioritairement en territoires d'industrie
- ✓ Plateforme de dépôt des projets :
<http://relance.projets-territoriaux.bpifrance.fr>
- ✓ Co-décision Etat-Région

1B

Premières mesures de relance pour l'industrie

Industrie du futur

40M€
(en 2020)

- ✓ Mécanisme de subvention prenant la suite du dispositif de suramortissement fiscal, moins adapté dans le cadre de la crise
- ✓ Cible : PME – ETI

Aide sous forme de guichet géré par l'ASP
Décret à la signature des ministres

1B

Premières mesures de relance pour l'industrie

Décarbonation



200M€
(en 2020)

- ✓ (A) Soutien à l'investissement dans :
 - ✓ Réduction des émissions directes par l'amélioration de l'efficacité énergétique
 - ✓ Adaptation des procédés (par exemple leur électrification)
- ✓ (B) Soutien à la **décarbonation de la chaleur** :
 - ✓ Aide à l'investissement par abondement du fonds chaleur
 - ✓ Mécanisme complémentaire de compensation de l'écart de coût avec le charbon/gaz

*Plusieurs appels à projets lancés dans le courant
du mois de septembre*

Instruction par l'ADEME



**PRÉFET
DE LA RÉGION
BOURGOGNE-
FRANCHE-COMTÉ**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction régionale
des entreprises,
de la concurrence,
de la consommation,
du travail et de l'emploi

France Relance

Volet Cohésion et #1jeune1solution

Plan France Relance

✓ Les priorités du MTEI

- ⇒ Garantir à chaque jeune une solution concrète pour l'emploi
- ⇒ Préserver l'emploi et les compétences au travers des dispositifs d'activité partielle
- ⇒ Développer les compétences par la formation professionnelle pour garder, trouver ou retrouver un emploi, et orienter les formations vers les métiers d'avenir.

✓ Le volet Cohésion

- ⇒ **La sauvegarde de l'emploi et des compétences (7,6 Md€)** : mobilisation de l'activité partielle de longue durée et des dispositifs pro A et CPF de transition pour augmenter l'effort de formation des actifs.
- ⇒ **Les jeunes (6,7 Md€)** :
 - ✓ aide à l'embauche pour le recrutement d'un jeune en CDI, CDD de minimum 3 mois ou en contrat d'alternance
 - ✓ 300000 parcours d'accompagnement supplémentaires vers l'emploi
 - ✓ formations aux métiers d'avenir (1,6 Md€)
- ⇒ **La formation professionnelle (1,9 Md€)** : programme d'investissement dans les compétences / digitalisation de la formation (900M€), renforcement des moyens d'intervention et d'accompagnement de France compétences et Pôle emploi (1Md€).
- ⇒ **Le handicap (100 M€)** : prime à l'embauche pour les travailleurs handicapés.

Plan de relance jeunes (#1jeune1solution)

- ✓ Encourager les entreprises à embaucher des jeunes
 - ⇒ Une compensation de charge de 4 000 euros pour tout jeune recruté entre août 2020 et janvier 2021.
 - ⇒ Une aide exceptionnelle de
 - ✓ 5 000 euros pour recruter un alternant de moins de 18 ans (en contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) ou
 - ✓ 8 000 euros pour recruter un alternant de plus de 18 ans.
 - ⇒ Des missions d'intérêt général pour des jeunes en quête de sens : emplois dans les métiers du sport, volontariat territorial en entreprise vert, postes fonjep, service civique.
- ✓ Orienter et former les jeunes vers des métiers d'avenir
 - ⇒ 100 000 nouvelles formations qualifiantes ou pré-qualifiantes qui seront proposées aux jeunes sans qualification ou en échec dans l'enseignement supérieur.
 - ⇒ 16 000 formations dans le secteur du soin pour doubler les capacités de formation des aides-soignants, des infirmières et des auxiliaires de vie dans les 5 prochaines années.

Plan de relance jeunes (#1jeune1solution)

- ✓ Orienter et former les jeunes vers des métiers d'avenir
 - ⇒ 35 000 formations numériques pour les jeunes non-qualifiés en 2020 et 2021.
 - ⇒ Des parcours individualisés pour 35 000 décrocheurs entre 16 et 18 ans d'ici fin 2021.
 - ⇒ 26 500 places supplémentaires pour poursuivre des formations en études supérieures, en CAP et BTS à la rentrée 2020.
 - ⇒ Doublement du nombre d'élèves bénéficiaires des cordées de la réussite et des parcours d'excellence.

- ✓ Accompagner plus particulièrement les jeunes éloignés de l'emploi
 - ⇒ 120 000 dispositifs supplémentaires d'insertion dans l'emploi : Parcours Emploi Compétences (PEC) et Contrat Initiative Emploi (CIE).
 - ⇒ Augmentation de 50% des places en Garantie jeunes pour atteindre 150 000 possibilités d'accompagnement.
 - ⇒ 80 000 Parcours Contractualisé d'Accompagnement vers l'Emploi et l'Autonomie (PACEA) supplémentaires.
 - ⇒ Doublement de l'Accompagnement Intensif Jeunes (AIJ) mis en place au sein de Pôle emploi.
 - ⇒ 3 000 places supplémentaires dans le dispositif SESAME : accompagnement sur mesure vers les métiers du sport et de l'animation.

Focus apprentissage

- ✓ Tous mobilisés pour l'apprentissage à la rentrée 2020
 - ⇒ Mise en œuvre d'une aide exceptionnelle au recrutement d'un apprenti (cf diapos précédente).
 - ⇒ Prolongation à six mois (3 précédemment) du délai de signature d'un contrat d'apprentissage avec une entreprise pour un jeune rentrant en formation.
 - ⇒ Forfait au premier équipement de 500 € élargi au matériel informatique dédié à l'enseignement à distance.
 - ⇒ #DémarreTaStory : une campagne pour faire la promotion de l'apprentissage par retour d'expérience des intéressés.

Plan de relance

Rencontres dialogue social État-Région
15/09/20

Domaines Dreal



DIRECTION RÉGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AMÉNAGEMENT ET DU LOGEMENT
BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ

Ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie

Rénovation énergétique

- Rénovation énergétique des bâtiments privés 2 Md€
- Rénovation des bâtiments publics 4 Md€
- Rénovation énergétique et réhabilitation lourde des logements sociaux 500 M€
- Transition écologique et rénovation énergétique des TPE/PME 200 M€

Infrastructures et mobilités vertes

- Renforcement de la résilience des réseaux électriques 50 M€
- Développer les mobilités du quotidien 1,2 Md€
- Ferroviaire 4,7 Md€
- Accélération de travaux sur les infrastructures de transport 550 M€
- Soutien à la demande en véhicules propres du plan automobile 1,9 Md€
- Verdissement du parc automobile de l'Etat 180 M€

Biodiversité

- Densification et renouvellement urbain 650 M€
- Biodiversité sur les territoires, prévention des risques et renforcement de la résilience 300 M€
- Démonstrateurs villes durables (PIA) PIA
- Réseaux d'eau et modernisation des stations d'assainissement 300 M€



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



Plan de relance – axes confiés à l'ADEME

Des dispositifs ADEME pré-existants renforcés :

Mesures du plan de relance		Budgets	
		2019	Budget en +
Augmentation du fonds chaleur	Amplification du fonds chaleur de l'ADEME	350 M€/an	100 M€/an
Économie circulaire	Amplification des dispositifs du fonds économie circulaire de l'ADEME : <ul style="list-style-type: none"> - centres de tri, - ressourceries, - réemploi des emballages, - ORPLAST, - CSR, - tri des biodéchets 	164 M€/an	225 M€/an
Stratégie hydrogène	Amplification du fonds hydrogène existant	50 M€/an	100 M€/an
	Investissement d'avenir		Encore à préciser
Frches urbaines	Accélérer la remise à disposition des friches polluées	0,5 M€/an	20 M€/an

Des dispositifs nouveaux :

Mesures du plan de relance		Budgets	
		2019	Budget en +
Décarbonation de l'industrie	Amplification soutien à la chaleur bas carbone pour l'industrie, incluant une aide au fonctionnement (nouveau)	Entre 50 et 100 M€/ an	Environ 200 M€/an
	Nouveau soutien à l'efficacité énergétique, électrification		
Stratégie hydrogène	Action nouvelle : Soutien aux gros industriels, IPCEI		~1 Md€/an
Faciliter la transition écologique des PME	Déploiement d'actions expérimentées par l'ADEME auprès de PME, principalement via partenariat BPI	qqqs M€/an	Environ 40 M€/an
Tourisme durable	Nouvelle action de l'ADEME vers les PME du tourisme, notamment rurales		25 M€/an



**PRÉFET
DE LA RÉGION
BOURGOGNE-
FRANCHE-COMTÉ**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



France Relance
Volet spécifique à l'agriculture, alimentation,
forêt : 1,2 Mds €



PRÉFET
DE LA RÉGION
BOURGOGNE-
FRANCHE-COMTÉ

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Reconquérir notre souveraineté alimentaire → 364 M €

- **Mise au norme des bâtiments : 230 M€**
 - Abattoirs (130 M €) et élevages (100 M €)
 - **Plan protéines végétales : 100 M€**
 - **Communication et formation : 14 M€**
 - Métiers de l'agriculture / agro-alimentaire (10 M€)
 - Formation sur la négociation collective des organismes de producteurs (4 M€)
 - **Accueil des animaux abandonnés et en fin de vie : 20 M€**
-



PRÉFET
DE LA RÉGION
BOURGOGNE-
FRANCHE-COMTÉ

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Accélérer la transition agro-écologique au service d'une alimentation saine, durable et locale pour tous → 546 M€

- **Transition agro-écologique : 336 M€**
 - Certification : HVE (76 M€), AB (60 M€), bon « bilan carbone » (10 M€)
 - Agro-équipements : prime à la conversion (135 M€), aide aux entreprises (15 M€)
 - Biodiversité : haies (50 M€)
 - **Alimentation locale, durable, et accessible à tous : 200 M €**
 - Projets alimentaires territoriaux (80 M€)
 - Cantines scolaires (50 M€), Restaurants durables (10 M€)
 - Paniers fraîcheur (30 M€)
 - Jardins partagés (30 M€)
-

Accompagner dans l'adaptation aux changements climatiques → 300 M€

- **Reboiser les forêts françaises : 200 M€**
 - Fonds forêt
 - Soutien à la filière bois
 - Aides filières graines et plants
 - Développement de la couverture LiDAR
- **Soutenir l'investissement : 100 M€**
 - Equipements de protection face aux aléas climatiques
 - Structuration des filières agricoles et alimentaires et R/D

Plan de relance – Culture

2 milliards – 5 priorités

1-Restauration du patrimoine (614 M€)

Dont : plan cathédrales (80M€), restauration de monuments historiques (40M€), rénovation d'équipements patrimoniaux (20M€)

2-Aides au spectacle vivant (426 M€)

Dont : soutien aux institutions de spectacle vivant en région (60M€), transition écologique des équipements des institutions de création (20M€)

Plan de relance – Culture

2 milliards – 5 priorités

3-Soutien aux artistes et aux jeunes créateurs et modernisation du réseau des établissements d'enseignement supérieur de la culture (113M€)

Dont : Soutien à l'emploi artistique (13M€), plan de commande artistique (30M€)

4-Consolidation des filières culturelles stratégiques (428M€) - Presse, livre, cinéma, audiovisuel public

Dont plan filière livre et bibliothèques (53M€)

Plan de relance – Culture

2 milliards – 5 priorités

5- Investissements d'avenir pour les industries culturelles et créatives (19M€ de crédits et 400M€ au titre du plan d'investissement d'avenir sur 5 ans)



**PRÉFET
DE LA RÉGION
BOURGOGNE-
FRANCHE-COMTÉ**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction régionale et départementale
de la jeunesse, des sports
et de la cohésion sociale

Le plan de relance des ministères sociaux

(réseau Jeunesse, Sport et Cohésion sociale)

La contribution des ministères sociaux au plan de relance est substantielle.

Elle ne fait pas l'objet d'une présentation « en bloc » et nécessite

d'en rechercher, à ce stade, les éléments intégrés dans différents volets sachant que :

- des mesures spécifiques existent par ailleurs (Sport)
- d'autres ne sont pas encore totalement stabilisées dans leur dimensionnement
et contenu (Stratégie pauvreté)

Les mesures en faveur de la « jeunesse »

Dans le cadre du dispositif « **1 jeune/1 solution** », et au-delà des actions fléchées sur l'emploi, l'apprentissage ou l'insertion, les ministères en charge de la jeunesse, de l'engagement et des sports prévoient des mesures pour :

- le service civique
 - + 100 000 missions, 434 financées en 2020 pour la BFC
- la formation aux métiers du sport et de l'animation des jeunes éloignés de l'emploi (SESAME)
 - + 3 000 nouveaux emplois -> 12 M d'euros
- le SNU
 - + 60 M d'euros pour l'accueil de 25 000 nouveaux volontaires
- l'emploi de jeunes sportifs
 - + 2500 emplois -> 25 M d'euros

Le soutien aux associations

Tout secteur confondu, les associations devraient bénéficier d'un plan estimé à 1 Md d'euros.

Cela vaut, notamment, pour le périmètre JSCS :

- soutien aux trésoreries (200 M d'euros)
- défense de l'emploi associatif, via notamment la mobilisation du FONJEP (2000 postes sur 2 ans)
- la cohésion sociale (cf infra)

Les mesures en faveur du sport

Il est annoncé un soutien massif de l'ordre de 3 Mds d'euros, au titre du droit commun et des mesures spécifiques.

Les mesures générales du plan

- l'enveloppe de 4 Mds d'euros du pilier « rénovation énergétique » prévoit la rénovation des équipements sportifs sans chiffrage ciblé
- les élus régionaux sont favorables au soutien notamment des piscines
- les services de l'Etat pourraient proposer une liste de projets concertés et non retenus à la priorisation ANS du printemps dernier

Les mesures spécifiques abondant le budget de l'agence nationale du sport (120 M d'euros)

- l'emploi sportif
 - dont les + 2500 emplois sportifs confer supra (40 M d'euros)
- l'aide à la transformation numérique des fédérations sportives (9 M d'euros)
- la transition énergétique (50 M€)
- le soutien aux clubs sportifs (21 M€)

Un soutien via les CPER (100 M€ sur 7 ans)

Les mesures en faveur de la cohésion sociale

Il est annoncé un soutien de 800 M d'euros

- l'allocation de rentrée scolaire revalorisée (+100 M €, soit une somme portée à 600 M€) et des mesures pour les étudiants (restaurant universitaire à 1 €)
- le soutien aux associations en faveur des personnes vulnérables :
 - renforcement des réseaux
 - réorganisation logistique pour l'accès aux produits de premières nécessités

- le soutien exceptionnel aux personnes en grande précarité (100 M d'euros):
 - financement de nouveaux projets d'investissement pour les structures sociales
 - financement de réhabilitation (accueils de jour, centres d'hébergement, ...)
- le soutien à l'aide alimentaire via les projets alimentaires de territoires (80 M d'euros)